



DECLARATION LIMINAIRE CDEN 15 Février 2024

Madame La Préfète,
Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs,

La gravité de la situation dans laquelle se trouve l'Ecole Publique aujourd'hui, nous interdit la langue de bois. Il faut que les choses soient dites.

Le constat est grave, pour ne pas dire catastrophique.

Les parents d'élèves sont en droit de s'interroger sur les hasards successifs :

- HASARD d'un président de la République issu de l'école privée.
- HASARD d'un premier ministre issu lui aussi de l'école privée,
- HASARD des ministres de l'Education Nationale qui se succèdent l'un après l'autre et dont les enfants sont scolarisés dans des écoles privées.

Certes, le problème de l'école publique ne date pas d'aujourd'hui. Bien avant ce président de la République et ses gouvernements, d'autres ont participé au déclassement de notre école publique.

Il est temps que les choses soient dites. Aujourd'hui nous sommes au bord du précipice, évitons de mettre les deux pieds en avant. Dotons nos écoles publiques des moyens financiers, humains et matériels pour que l'espoir renaisse à nouveau.

Les parents n'ont pas la mémoire courte. Le slogan qui revient en leitmotiv, par tous les candidats à l'élection présidentielle: **L'EDUCATION EST UNE PRIORITE ABSOLUE !** est il un vœu pieu, ou un élément de langage?

Dans les faits, nous constatons que c'est un dépeçage en règle qui procède de la vente par compartiment de l'Education Nationale.

Les Ardéchois ne tolèreront jamais la « *vente aux enchères* » de leur Ecole de la République.

Nous exigeons que tous les moyens soient mis au service de cette grande cause nationale :

- L'ouverture d'Instituts de Formation des enseignants
- L'augmentation des rémunérations des enseignants, ainsi que tous les personnels qui œuvrent à l'éducation de nos enfants.
- Le recrutement du personnel enseignant en nombre suffisant pour assurer à la foi les cours et les remplacements.
- La diminution des effectifs d'élèves par classes, en créant de nouvelles classes dans l'ensemble des cycles.
- La mise à disposition des moyens adéquats pour faire face au harcèlement à tous les niveaux.

Nous exigeons du Président de la République et de son gouvernement qu'il mette tout en œuvre pour éviter cette catastrophe pédagogique qui menace l'école publique.

Le peuple français les tiendra responsables de toute dérive qui tendrait à privatiser notre Ecole Publique acquise de haute lutte.

Je vous remercie de votre écoute